

# Encore Khalifa

PAR MOHAMED BOUHAMIDI  
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

**D**eux réactions savantes à ma précédente chronique sur Khalifa. Elles sont vraiment très intéressantes et elles confirment dans ma conscience l'urgente nécessité d'une réelle démocratie qui permettrait à ces deux lecteurs de porter leurs éclairages à l'opinion publique.

Résumons. J'ai tenté de dire dans ma chronique que toutes les expériences prouvent que le passage de l'économie administrée à l'économie de marché est en réalité une opération de privatisation de l'Etat et du pouvoir. C'est-à-dire de privatisation des richesses et des ressources nationales par la prise en main des centres de décision en dehors de tout contrôle populaire et démocratique. L'absence de démocratie et de contrôle est même la condition sine qua non de cette privatisation. Le problème est que j'avais cité Boumediene et sa fameuse frontière entre la politique et les affaires qui n'aurait pas autorisé qu'un Moumen Khalifa monte son affaire avec ou sans sponsors politiques. En gros, les deux lecteurs qui m'ont écrit rappellent un élément essentiel : l'économie administrée contient en son sein l'option de la privatisation. Pire, cette privatisation se met en marche pendant le règne de l'économie administrée quelle que soit l'appellation de cette phase : socialisme, socialisme spécifique, etc. Appellation qui consiste à cacher l'identité sociale, politique, historique des groupes qui dirigent cette phase et qu'on a souvent classés sous le vocable de bourgeoisie bureaucratique. La remarque est plus que pertinente. Elle est juste. Cela signifie que ces couches bureaucratiques se sont suffisamment développées pour passer des processus souterrains d'enrichissement et d'accumulation primitive à des processus apparemment ouverts. Le plus souvent en exploitant à leur profit les crises internes et les pressions internationales en faveur de «l'ouverture» économique et commerciale en faveur de la finance internationale. Quand elle découvre son visage, cette bourgeoisie bureaucratique est déjà passée de la défense de sa vision de «l'intérêt national» à une alliance avec ses «ennemis d'hier». Le drame pour notre pays est que le pouvoir et les positions dominantes dans l'Etat restent la seule source de cet enrichissement, de cette accumulation. Ce qui permet à un lecteur d'écrire que, dans notre pays, l'économie n'est qu'un concentré de politique.

M. B.

## LE NIET DE BOUTEFLIKA

**L'**actuel ambassadeur d'Algérie au Caire, Abdelkader Hadjar, aurait été proposé tête de liste FLN à Tiaret pour les prochaines élections législatives. Ce qui, affirme-t-on de bonne source, a irrité au plus haut point Abdelaziz Bouteflika qui a émis un niet catégorique.



### Qui contrôle qui ?

En plus des rapports des superviseurs du parti, les membres de l'instance exécutive du FLN ont sollicité l'intervention des walis pour leur adresser des appréciations sur les différents candidats à l'élection législative. Une situation que dénoncent de nombreux militants puisque la mission première d'un élu est de contrôler l'action de l'exécutif au niveau national et local.



### L'indésirable

Madani Houd a encore fait parler de lui. Le vice-président du Sénat s'est rendu hier à l'hôtel Moncada dans le but de «remplir les bouteilles».

Mal lui en prit puisqu'il a été expulsé manu-militari de l'enceinte de l'établissement sur ordre de Abdelaziz Belkhadem.

### La requête de Zerhouni

Beaucoup de présidents d'APC, d'obédience RND et FLN, se sont vu refuser leur candidature aux prochaines législatives par les directeurs de leurs partis.

Ce que certains n'hésitent pas à imputer à Yazid Zerhouni, le ministre de l'Intérieur, qui aurait, dit-on, suggéré à MM.

Belkhadem et Ouyahia de ne pas «encourager» certains élus locaux faisant actuellement l'objet d'enquête à acquérir l'immunité parlementaire.

